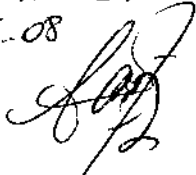


BURKINA FASO

Unité – Progrès- Justice

DECRET N°2008- 328 / PRES/PM/
MEF portant organisation et fonctionnement
des régies de recettes et des régies d'avances
de l'Etat et des autres organismes publics.

LE PRESIDENT DU FASO,
PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES,

Visa FN° 0212
26-05-08


- VU la Constitution ; ✓
 - VU le décret n°2007-349/PRES du 04 juin 2007, portant nomination du Premier Ministre ; ✓
 - VU le décret n°2007-381/PRES/PM du 10 juin 2007, portant composition du Gouvernement du Burkina Faso ; ✓
 - VU le décret n°2007-424/PRES/PM du 13 juillet 2007, portant attributions des membres du Gouvernement ; ✓
 - VU le décret n° 2007- 267/PRES/PM/MFB du 14 mai 2007, portant organisation du Ministère des Finances et du Budget ; ✓
 - VU la loi N°006/2003 AN du 24 janvier 2003, relative aux lois de finances ; ✓
 - VU le décret n°2005-255/PRES/PM/MFB du 12 mai 2005, portant règlement général sur la comptabilité publique ; ✓
 - VU le décret n°2005-256/PRES/PM/MFB du 12 mai 2005, portant régime juridique applicable aux comptables publics ; ✓
 - VU le décret n°2005-257/PRES/PM/MFB du 12 mai 2005, portant régime des ordonnateurs et des administrateurs de crédits de l'Etat et des autres organismes publics ; ✓
 - VU le décret n°2005-258/PRES/PM/MFB du 12 mai 2005, portant modalités de contrôle des opérations financières de l'Etat et des autres organismes publics ; ✓
 - VU le décret n°2006-186/PRES/PM/MFB du 2 mai 2006, portant création de perceptions spécialisées auprès des départements ministériels et des institutions. ✓
- Sur rapport du Ministre de l'Economie et des Finances ;

Le Conseil des Ministres entendu en sa séance du 14 décembre 2007;

D E C R E T E

TITRE I - DISPOSITIONS GENERALES

Article 1 : Le présent décret fixe les règles relatives aux conditions d'organisation, de fonctionnement et de contrôle des régies de recettes et des régies d'avances de l'Etat et des autres organismes publics. Il fixe en outre les règles relatives à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs.

Article 2 : Les régies de recettes et les régies d'avances sont des postes comptables animés par des comptables spéciaux du Trésor chargés d'exécuter certaines catégories de recettes et de dépenses de l'Etat et des autres organismes publics.

Les régies sont placées au sein des administrations auprès desquelles elles sont créées.

Article 3 : Les régies de recettes sont destinées à faciliter le recouvrement des recettes de services définies par les lois et règlements en vigueur.

Article 4 : Les régies d'avances ont pour objet, de faciliter le règlement de certaines catégories de dépenses qui, de par leur nature ou leur montant, peuvent ne pas être soumises aux règles normales d'engagement, de liquidation, d'ordonnancement et de paiement. Pour ces dépenses, il est substitué au contrôle a priori, le contrôle a posteriori.

Toutefois, les bons de commandes établis dans le cadre des régies d'avances sont soumis au visa préalable du Contrôleur Financier.

Article 5 : Les agents de l'ordre administratif peuvent être habilités sous certaines conditions à exécuter des opérations de recettes, de dépenses ou de trésorerie en tant que régisseurs.

Un même régisseur ne peut être habilité à gérer plus d'une régie, sauf autorisation expresse du Ministre chargé des finances.

Article 6 : Des textes réglementaires viendront définir les modalités de classification des différentes régies et préciser le profil type des agents chargés de leur gestion.

TITRE II - ORGANISATION DES REGIES

Chapitre 1 - Création

Article 7 : Les régies de recettes et les régies d'avances de l'Etat sont créées par arrêté du Ministre chargé des finances sur proposition du Ministre intéressé, après avis du Directeur chargé de la comptabilité publique.

Article 8 : Les régies de recettes et les régies d'avances des établissements publics de l'Etat sont créées par arrêté conjoint du Ministre chargé des finances et du Ministre de tutelle technique sur proposition de l'ordonnateur, après avis du Directeur chargé de la comptabilité publique.

Article 9 : Les régies de recettes et les régies d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics sont créées par arrêté conjoint du Ministre chargé des finances et du Ministre chargé des collectivités territoriales sur proposition des Présidents de conseils de collectivités territoriales concernées et après avis du Directeur chargé de la comptabilité publique.

Article 10 : Le Ministre chargé des finances pourra créer des régies spécifiques, pour l'exécution de certaines opérations financières particulières. Le fonctionnement, la nature des opérations exécutées et les modalités de contrôle de ces régies seront précisés par l'acte de création de ces régies.

Article 11 : L'acte de création de la régie fixe entre autres :

1) Pour les régies de recettes:

- la nature des produits à percevoir et leurs modalités d'encaissement et de reversement;
- le montant maximum de l'encaisse autorisée ;
- la périodicité des versements que le régisseur doit effectuer auprès de son comptable de rattachement.

2) Pour les régies d'avances:

- la nature des dépenses à payer ;
- le taux maximum des avances qui peuvent être faites aux régisseurs ;
- le délai dans lequel les justifications des dépenses doivent être produites à l'ordonnateur du budget ;
- les modalités de versement de l'avance ;
- les modalités de reversement des avances inemployées.

3) Pour les deux catégories de régies :

- le comptable de rattachement ;
- le montant et le mode du cautionnement.

Chapitre 2 – Nomination

Article 12 : Les régisseurs de recettes et les régisseurs d'avances de l'Etat, sont nommés par arrêté du Ministre chargé des finances sur proposition du Ministre de tutelle technique dont ils relèvent, après avis du directeur chargé de la comptabilité publique.

Article 13 : Les régisseurs de recettes et les régisseurs d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics sont nommés par décision des Présidents de conseils de collectivités territoriales concernées, après avis du comptable de rattachement concerné.

Le comptable de rattachement acquitte sur l'acte de nomination, la mention « vu pour avis conforme ».

Article 14 : Les régisseurs de recettes et les régisseurs d'avances des établissements publics de l'Etat sont nommés par décision des ordonnateurs desdits établissements, après avis de l'Agent Comptable.

Le comptable de rattachement acquitte sur l'acte de nomination, la mention « vu pour avis conforme ».

Article 15 : Un régisseur ne peut cesser ses fonctions sans qu'il n'y ait eu de remise de services à son remplaçant ou à son comptable de rattachement.

En cas de décès, de démission ou d'abandon de poste, l'autorité supérieure désigne un comptable intérimaire conformément aux dispositions législatives et réglementaires, pour assurer la gestion du poste jusqu'à l'installation du nouveau titulaire.

Chapitre 3 – Obligations et droits

Article 16 : Avant d'entrer en fonction, le régisseur est tenu de constituer un cautionnement dans les conditions fixées par les textes en vigueur.

La caution est constituée soit par :

- un dépôt en numéraire ;
- un dépôt en valeur admise en garantie ;
- souscription à un contrat d'assurance ;
- retenues mensuelles sur l'indemnité de responsabilité financière allouée au régisseur.

Le montant de la caution et les modalités de sa constitution sont définies dans l'acte portant nomination du régisseur.

Toute infraction aux dispositions qui précèdent entraîne la cessation immédiate des fonctions du régisseur.

Article 17 : La libération des garanties constituées par un régisseur ayant cessé ses fonctions intervient après l'obtention d'un certificat de décharge délivré par le Directeur chargé de la comptabilité publique sur avis conforme du comptable principal de rattachement du régisseur.

Le certificat de décharge est délivré :

- lorsqu'il a versé au comptable de rattachement, la totalité de ses disponibilités ;
- lorsqu'il a justifié l'emploi de l'intégralité des avances mises à sa disposition, et que le comptable de rattachement a admis les justifications produites ;
- lorsque le régisseur n'a pas été constitué en débet.

Article 18 : Le certificat de décharge doit être délivré dans les six (6) mois suivant le dépôt de la demande expresse de libération de ses garanties présentée par le régisseur, sauf, dans le même délai, refus écrit et motivé du Directeur chargé de la comptabilité publique.

Ce certificat ne peut être délivré au régisseur avant l'apurement définitif de toutes les opérations imputables à sa gestion et dans tous les cas, qu'après un délai d'un (1) an à compter du jour de cessation de fonction. Le certificat de décharge permet uniquement la libération des garanties, mais n'emporte pas conséquences quant à l'appréciation de la responsabilité éventuelle du régisseur par le Ministre chargé des finances ou le Juge des comptes.

Article 19 : La libération des garanties est accordée par décision du Ministre chargé des finances sur proposition du Directeur chargé de la comptabilité publique, après que les conditions prévues à l'article 17 soient réunies.

Article 20 : Les régisseurs reçoivent une indemnité de responsabilité financière conformément aux textes relatifs aux régimes indemnitaires applicables aux agents publics de l'Etat et des autres organismes publics.

Article 21 : Les régisseurs prêtent serment devant le Tribunal de Grande instance ou les autorités administratives compétentes.

Le serment professionnel est l'acte par lequel, les régisseurs jurent de s'acquitter de leur fonction et de se conformer aux lois et règlements relatifs à l'inviolabilité et au bon emploi des deniers publics.

TITRE III - FONCTIONNEMENT DES REGIES

Chapitre 1 - Régies de recettes

Article 22 : Les régies de recettes relevant d'un département ministériel ou d'une institution sont placées sous la supervision du percepteur spécialisé dudit département ou institution.

Les régisseurs de recettes ont pour comptables de rattachement soit :

- le percepteur spécialisé, soit le comptable direct du Trésor du lieu où est instituée la régie pour les régisseurs de l'Etat ;
- le receveur de la collectivité territoriale pour les régisseurs des collectivités et de leurs établissements publics ;
- l'agent comptable pour les régisseurs des Etablissements Publics de l'Etat.

Article 23 : Les recettes perçues par voie de régie doivent être autorisées par un texte législatif ou réglementaire.

Toutefois, sauf dérogation accordée par le Ministre chargé des finances, les impôts, taxes et redevances prévues au Code des Impôts et au Code des Douanes ne peuvent être encaissés par l'intermédiaire d'une régie.

La nature des produits à encaisser est fixée par l'acte constitutif de la régie.

Article 24 : Les régies de recettes ne peuvent être autorisées que dans la mesure où les recettes à percevoir sont justifiées par des quittances à souche, ou par des plaques, vignettes, tickets, timbres mobiles, décomptables en nombre et valeur, pris en comptabilité-valeur par le comptable de rattachement.

Les tarifs applicables aux recettes de service sont prévus par un texte réglementaire.

Article 25 : Les régisseurs encaissent les recettes dans les mêmes conditions que les comptables publics. Toutefois, sont seuls admis les règlements, en numéraire, par remise de chèques bancaires, postaux ou sur le Trésor. Toute autre modalité d'encaissement des recettes est soumise à l'accord préalable du Directeur chargé de la comptabilité publique après avis du Receveur Général.

Pour chaque encaissement, il est remis à la partie versante soit une quittance à souche, soit un titre comportant une valeur faciale.

Article 26: Le régisseur de recettes enregistre ses opérations sur un livre-journal comportant en recettes, tous les encaissements ventilés par rubriques budgétaires, et en dépenses, tous les versements au comptable de rattachement.

Le livre-journal est coté et paraphé par l'ordonnateur.

Il est arrêté provisoirement en fin de mois ou lors de chaque vérification et définitivement en fin d'année.

Article 27 : Le versement des recettes au comptable de rattachement est effectué le 20 de chaque mois, ou chaque fois que le montant des fonds encaissés atteint le plafond fixé par l'acte constitutif de la régie.

Chaque versement est appuyé d'un état de versement pour les numéraires et/ou d'un bordereau d'envoi pour les chèques.

Une copie des pièces qui justifient le versement est adressée à l'ordonnateur pour émission d'ordre de recettes global.

Article 28: Les chèques bancaires, postaux ou sur le Trésor remis au régisseur sont versés au comptable de rattachement au plus tard le lendemain de leur réception.

Les chèques sont émis au nom du régisseur, qui les endosse au nom du comptable de rattachement chargé de leur encaissement ou directement émis au nom du comptable de rattachement.

Les chèques ne peuvent en aucun cas être émis, ou endossés au nom personnel du régisseur ou du comptable de rattachement, ni émis au porteur.

Article 29 : A chaque fin de mois, le double du livre-journal et du quittancier accompagnés d'un rapport sont adressés au comptable de rattachement.

Article 30 : Des collecteurs ambulants et des préposés au recouvrement peuvent être habilités à recouvrer certaines recettes. Quoiqu'ils n'aient pas la qualité de régisseurs, les collecteurs ambulants et les préposés sont soumis à certaines de leurs obligations, en ce qui concerne notamment, la manipulation des fonds et valeurs, la remise des quittances ou des titres en tenant lieu à la partie versante, les relations avec le comptable de rattachement.

Les collecteurs ambulants et les préposés au recouvrement sont nommés par décision de l'ordonnateur du budget concerné.

Le Ministre chargé des finances fixe les modalités de fonctionnement des opérations de recettes exécutées par les collecteurs ambulants et les préposés au recouvrement, ainsi que les procédures comptables applicables aux valeurs de toute nature délivrées par tous collecteurs ambulants, préposés ou régisseurs en justification de leurs encaissements.

Chapitre 2 - Régies d'avances

Article 31 : Peuvent être payées par l'intermédiaire d'une régie d'avances, les dépenses de fonctionnement dont la nature et le montant seront fixés par arrêté du Ministre chargé des finances.

Article 32 : Les dépenses devant faire l'objet d'établissement d'une lettre de commande ou d'un marché ne peuvent être exécutées par voie de régie.

Article 33 : Les avances consenties aux régies ne peuvent excéder le sixième (1/6) des dépenses annuelles à payer.

Toutefois, le Ministre chargé des finances peut dans certains cas modifier par voie d'arrêté le taux des avances consenties.

Les avances sont renouvelables partiellement ou en totalité en cours d'année sauf au cours du dernier mois de la gestion.

Article 34 : L'avance initiale et le renouvellement font l'objet d'un engagement et d'un mandatement au profit du régisseur.

Toutefois, lorsqu'une régie effectue des dépenses au titre de plusieurs rubriques budgétaires, les mandats de renouvellement de l'avance s'imputent sur lesdites rubriques pour le montant des justifications produites.

En fin de gestion, lors de la reddition des comptes du régisseur, le reliquat des avances est réintégré en atténuation des dépenses en vue d'un rétablissement des crédits en ce qui concerne le budget de l'Etat.

En ce qui concerne les collectivités territoriales et les établissements publics, le reliquat est pris en recettes.

Article 35 : Les régisseurs d'avances effectuent le paiement des dépenses en numéraire, par chèques sur le Trésor ou par mandat-carte.

En cas de règlement par mandat-carte, les frais sont mis à la charge du bénéficiaire.

Les régisseurs justifient les paiements qu'ils effectuent au moyen des acquits des bénéficiaires, ou des reçus des mandats-cartes, qu'ils agrafent aux pièces justificatives correspondantes.

Article 36 : A chaque demande de renouvellement d'avances, le régisseur doit produire à l'ordonnateur, les justifications de dépenses de toute nature, quel qu'en soit le montant.

- Les pièces de dépenses sont récapitulées sur un relevé détaillé où les dépenses sont classées conformément à la nomenclature budgétaire.

Article 37 : Les opérations des régies d'avances sont enregistrées sur les documents ci-après :

- le livre-journal destiné à l'enregistrement chronologique des opérations de dépenses effectuées ;
- le livre de développement des dépenses destiné au classement selon la nomenclature budgétaire de l'ensemble des opérations de dépenses effectuées ;
- le registre de suivi du compte de dépôt destiné au suivi des mouvements enregistrés au niveau du compte de dépôt et permettant le cas échéant à l'établissement de l'état de rapprochement ;
- le livre-journal d'inventaire physique ou registre d'inventaire.

Le livre-journal est coté et paraphé par l'ordonnateur ou son délégué. Il est arrêté provisoirement chaque fois que le régisseur produit ses justifications à l'ordonnateur et à l'occasion de chaque contrôle.

Article 38 : Les documents comptables sont définitivement arrêtés au plus tard le 25 décembre de chaque gestion ou en cas de clôture de la régie.

L'ordonnateur transmet les pièces justificatives au comptable de rattachement et émet s'il y'a lieu, un ordre de reversement à l'encontre du régisseur correspondant au reliquat de l'avance non utilisé ou non justifié.

Le reversement doit être impérativement effectué avant le 31 décembre ; sa réalisation conditionne le renouvellement de l'avance au titre de la nouvelle année financière.

Article 39 : Les opérations des régisseurs d'avances sont suivies par le comptable de rattachement sur un registre auxiliaire faisant apparaître pour chaque régisseur et par gestion, le montant des avances payées, les justifications acceptées, et le reversement des avances inemployées de la gestion.

Article 40 : Il est fait obligation aux régisseurs d'avances de se faire ouvrir ès-qualité, un compte de dépôt au Trésor dans les écritures de l'Agent Comptable Central du Trésor.

Ce compte est destiné à recevoir exclusivement les avances consenties pour l'exécution des opérations de la régie.

Chapitre 3 – Dispositions communes

Article 41 : Les régisseurs tiennent une comptabilité à partie simple.

Cette comptabilité consiste en un enregistrement chronologique des opérations de recettes et de dépenses dans les registres et documents comptables ouverts à cet effet. Elles enregistrent par ailleurs les biens durables acquis sur la régie, dans le cas où le régisseur tient la comptabilité matière.

Article 42 : Il est interdit aux régisseurs de se faire ouvrir un compte dans une banque commerciale ou dans un centre de chèques postaux.

Article 43 : Lors de sa cessation de fonction, le régisseur arrête sa comptabilité, établit le relevé de ses opérations et effectue le versement de la totalité de l'encaisse à son comptable de rattachement pour ce qui concerne les régies de recettes et dans le compte de dépôt pour ce qui concerne les régies d'avances.

Article 44 : Les régies sont supprimées suivant les formes dans lesquelles elles ont été instituées.

Dans ce cas, la clôture des comptes de dépôts au Trésor est demandée par le régisseur, ou à défaut, par l'ordonnateur dont il dépend, ou par son comptable de rattachement.

TITRE IV - CONTROLE

Article 45 : Les régisseurs de recettes et d'avances sont soumis au contrôle des comptables de rattachement et de l'ordonnateur auprès desquels ils sont placés.

Les régisseurs de recettes sont soumis au contrôle du percepteur spécialisé du département ministériel ou de l'institution dont ils relèvent.

Les régisseurs sont également soumis aux vérifications du Directeur chargé de la comptabilité publique et des différents corps de contrôle.

Article 46 : Les vérifications portent notamment sur la constatation des fonds et leur conformité avec les écritures du régisseur, ainsi que la régularité des opérations effectuées. Ces vérifications portent également sur l'existence des acquisitions physiques faites sur la régie d'avances d'une part, et d'autre part sur la régularité de l'enregistrement fait sur le registre d'inventaire physique.

Les procès-verbaux de vérification sont établis conformément aux dispositions du décret portant modalités de contrôle des opérations financières de l'Etat et des autres organismes publics.

TITRE V - RESPONSABILITE

Chapitre 1 - Etendue de la responsabilité

Article 47 : Les régisseurs sont personnellement et pécuniairement responsables de la garde et de la conservation des fonds et valeurs qu'ils recouvrent ou qui leur sont avancés par le comptable de rattachement, du maniement des fonds et des mouvements de comptes de disponibilités, de la conservation des pièces justificatives ainsi que la comptabilité de leurs opérations.

La responsabilité pécuniaire des régisseurs s'étend à toutes les opérations de la régie depuis la date de leur installation jusqu'à la date de cessation des fonctions. Elle s'étend également à toutes les opérations effectuées par les agents placés sous leurs ordres.

Article 48 : Les régisseurs de recettes sont personnellement et pécuniairement responsables du recouvrement et du reversement au comptable de rattachement des recettes dont ils ont la charge.

Ils sont également responsables des contrôles qu'ils sont tenus d'exercer en matière de recettes dans les mêmes conditions que celles prévues pour tout comptable public par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Article 49 : Les régisseurs d'avances sont personnellement et pécuniairement responsables du paiement des dépenses dont ils sont chargés, ainsi que des contrôles prévus par les lois et règlements en vigueur.

Toutefois, les contrôles des régisseurs d'avances ne portent pas sur la disponibilité des crédits.

Article 50 : La responsabilité d'un régisseur se trouve engagée dès lors qu'un déficit en deniers ou en valeurs a été constaté, qu'une dépense a été irrégulièrement payée ou que, par sa faute, une recette n'a pas été encaissée ou une indemnité a dû être versée par l'organisme public à un tiers ou à un autre organisme public.

Article 51 : Outre les responsabilités mises à la charge directe des régisseurs, les ordonnateurs et les administrateurs de crédits des budgets concernés sont responsables de la régularité des opérations financières exécutées par les régisseurs placés sous leurs ordres conformément aux dispositions du décret portant régime des ordonnateurs et des administrateurs de crédits de l'Etat et des autres organismes publics.

Chapitre 2 - Mise en jeu de la responsabilité

Article 52 : La responsabilité pécuniaire du régisseur est mise en jeu au cours d'une procédure amiable par l'émission d'un ordre de reversement.

L'ordre de reversement est émis par l'ordonnateur, après avis du comptable de rattachement, sur proposition, le cas échéant, des autorités désignées à l'article 45 ci-dessus.

Article 53 : L'ordre de reversement est émis pour une somme égale soit au montant de la perte de recettes subie, de la dépense payée à tort, de l'indemnité mise, du fait du régisseur, à la charge de l'organisme public intéressé, soit, dans le cas où le régisseur tient la comptabilité matière, à la valeur du bien manquant.

Article 54 : L'ordre de reversement est transmis pour recouvrement au comptable de rattachement par l'ordonnateur qui le notifie immédiatement au régisseur intéressé.

Article 55 : Le régisseur de bonne foi peut, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification de l'ordre de reversement, solliciter un sursis de l'autorité qui a émis l'ordre de reversement.

Cette autorité se prononce dans un délai de six (6) mois à compter de la réception de la demande de sursis. Passé ce délai, le sursis est réputé accordé. Le sursis doit être expressément renouvelé tous les ans jusqu'à la décision définitive de décharge ou de remise gracieuse.

Toutefois, si le régisseur a présenté une demande en décharge de responsabilité ou une demande en remise gracieuse, le ministre chargé des finances peut prolonger la durée du sursis jusqu'à la date de la notification de la décision statuant sur la demande.

Article 56 : Si le régisseur n'a pas acquitté la somme réclamée et s'il n'a pas sollicité ou n'a pas obtenu le sursis ou si le sursis est venu à expiration, un arrêté de débet est immédiatement pris par le Ministre chargé des finances à son encontre en remplacement de l'ordre de reversement. Un arrêté de débet est également émis si l'ordonnateur mentionné à l'article 52 ci-dessus n'a pas émis l'ordre de reversement.

Le recouvrement du débet est confié à l'Agent Judiciaire du Trésor, qui a tout pouvoir pour appréhender le cautionnement du régisseur.

Article 57 : Les débits portent intérêt dans les conditions prévues par les dispositions du décret portant régime juridique applicable aux comptables publics.

Chapitre 3 - Décharges de responsabilité - Remises gracieuses

Article 58 : Les régisseurs mis en débet peuvent obtenir soit la décharge totale ou partielle, soit la remise gracieuse de leur responsabilité dans les conditions prévues par les dispositions du décret portant régime juridique applicable aux comptables publics et celles du décret portant règlement général sur la comptabilité publique.

Les demandes présentées par les régisseurs au Ministre chargé des finances doivent être revêtues des avis de l'ordonnateur principal de l'organisme public intéressé et du comptable de rattachement.

Article 59 Les sommes allouées en décharge aux régisseurs ou celles dont ils sont déclarés responsables, mais dont le recouvrement n'est pas possible, sont mises à la charge du comptable de rattachement lorsque ce dernier a commis les fautes suivantes :

- paiement d'avances sans avoir exigé la constitution du cautionnement ou vérifié qu'il est régulièrement précompté sur l'indemnité de responsabilité allouée au régisseur;
- paiement d'avances au-delà du maximum autorisé;
- absence de versement des recettes dans les délais prévus par le présent décret ou l'arrêté instituant la régie;
- acceptation d'opérations irrégulières sans réserve lorsque l'irrégularité pouvait être décelée;
- rejet tardif des pièces justificatives ne permettant plus leur régularisation par le régisseur;
- absence ou insuffisance de contrôle sur pièces et sur place incombant au comptable de rattachement.

La responsabilité du comptable de rattachement est mise en cause dans les conditions prévues par les dispositions du décret portant règlement général sur la comptabilité publique.

Article 60 : Les sommes allouées en décharge ou en remise gracieuse sont supportées par le budget de l'organisme public intéressé.

TITRE VI - DISPOSITIONS FINALES

Article 61 : Toutes dispositions contraires au présent décret sont abrogées et notamment le décret n°74-297/PRES/MF du 26 août 1974 relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances de l'Etat, des Etablissements publics et des collectivités territoriales, ainsi qu'à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs.

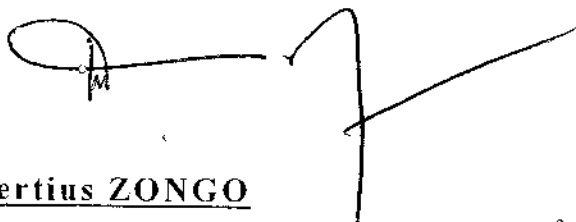
Article 62 : Le Ministre de l'économie et des finances est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au journal officiel du Faso.

Ouagadougou, le 9 juin 2008



Blaise COMPAORE

Le Premier Ministre



Tertius ZONGO

Le Ministre de l'économie et des finances



Jean Baptiste Marie Pascal COMPAORE

1955

1955

1

2

3

4

5

6

7

8

9

10

11

12

13

14

15